

Atelier impact Forum d'Agen

BIM n° 95 - 12 décembre 2000
Christine POURSAT

Le mois de décembre a été décidément riche en animations du secteur de la microfinance. Deux évènements ont rassemblé cette dernière semaine un grand nombre d'acteurs du secteur (le point faible étant toujours la participation de praticiens nationaux) : - Le Forum Mondial de la Microfinance, co-organisé par la Guilde Européenne du Raid et PlaNet Finance à Agen du 7 au 9 décembre. La présentation du forum et le compte rendu des séances plénières sont disponibles sur : <http://www.planetfinance.org/forum/> - Le Colloque européen sur le microcrédit et la microentreprise, organisé à Paris le 11 et 12 décembre par le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. Il est possible de consulter sur le programme du colloque, une liste des intervenants et participants (avec de brèves fiches descriptives) ; une partie des interventions seront en ligne : <http://www.finances.gouv.fr/actualites/>

Myriam Carbonare (Ecidec, Bénin) vous a donné un aperçu, de son point de vue, sur le Forum d'Agen. Il me semble que c'est un bon point de départ pour une discussion animée. Il m'est difficile pour ma part, puisque un certain nombre d'ateliers se déroulaient en parallèle, de revenir sur l'ensemble des thèmes évoqués lors de ce Forum ; je voudrais en revanche partager avec vous quelques éléments qui ressortent de l'atelier que j'ai eu la tâche d'animer, et sous cet angle précis revenir sur les réflexions proposées par Myriam.

Cet atelier (organisé par le groupe Cerise) portait sur l'impact de la microfinance, thème vaste et débattu s'il en est.

Le déroulement de l'atelier (d'une durée de deux heures) comprenait dans un premier temps plusieurs interventions courtes : une première synthèse par l'animatrice, présentant le thème et lançant quelques pistes de questions; trois praticiens, avec trois angles de vues différents, sont intervenus ensuite :

- > Ismaël Condelle, du Crédit Rural de Guinée, a présenté les résultats d'études d'impact menées au Crédit Rural, et des conclusions opérationnelles tirées par l'institution.
- > Juan Carlos Accorsi Opazo, de INDES (Chili), a exposé un cas très différent, puisque INDES cible une catégorie spécifique des micro et petites entreprises, par plusieurs services adaptés (micro leasing).
- > Claude Pace, du Crédit Mutuel, mettait en avant la nécessité d'outils de suivi (tableaux de bord, indicateurs financiers) et de connaissance du marché des IMF, par opposition à des études d'impact "classiques", lourdes et coûteuses ne pouvant être prises en charge par l'institution elle-même.

Lors du débat qui a suivi, nul n'a nié l'intérêt des résultats tirés des études d'impact, ni le fait que ces dernières ont mis en évidence (avec un certain nombre de précautions, notamment si l'on cherche à raisonner au niveau au delà du niveau micro-économique) que la microfinance a fait ses preuves comme outil de développement.

En revanche, trois questions ont été plus particulièrement débattues :

L'étude d'impact est elle utile pour une IMF, ou ne vise-t-elle que les bailleurs ?

De grandes IMF (BRAC, SEWA), ont rendu publiques des études d'impact réalisées auprès de membres et non-membres. Leur but est-il seulement de répondre aux attentes des bailleurs, d'améliorer leur image ? Les exemples fournis par I. Condelle et J.C. Accorsi ont permis de dépasser cette idée reçue : si l'IMF, d'une manière ou d'une autre, veut vérifier quel est son 'impact', c'est aussi pour elle-même, dans une logique de ciblage d'une partie du marché (dans le cas de Indes), pour adapter ses méthodes grâce à une meilleure compréhension de ses membres (dans le cas du Crédit Rural de Guinée).

Ainsi, les IMF comprennent progressivement qu'intégrer l'analyse d'impact dans leurs outils de management peut être utile, non pas uniquement dans un but de communication externe, mais véritablement comme outil de pilotage. L'étude d'impact, à condition d'être légère et régulière, est un élément de la stratégie marketing (pour définir la cible, vérifier quelle est la clientèle, quelles sont les attentes de cette dernière), et fournir aussi un certain nombre de 'clignotants' pour anticiper des crises potentielles. Par exemple, comprendre qui sont les clients qui 'démissionnent' de l'institution peut être déterminant pour analyser les faiblesses de l'IMF.

Les études d'impact sont-elles forcément lourdes et coûteuses ?

Il est facile de critiquer les études d'impact « classiques », auxquelles on reproche souvent la lourdeur, le coût, et le manque de débouchés opérationnels (les conclusions peu qualitatives ne permettant pas une analyse débouchant sur des recommandations concrètes pour l'IMF).

Le constat est que le secteur évolue vers des études plus légères, plus opérationnelles. Ces enquêtes récentes, plus faciles à administrer et analyser, peuvent être menées par des équipes locales (personnel de l'institution ou chercheurs, consultants nationaux), et être beaucoup plus abordables. Ce qui n'empêche pas, en parallèle d'évoluer vers plus de rigueur dans ce type d'analyse (sélection de l'échantillon, enquête incluant les non emprunteurs, analyse plus fine...). Les IMF ressentent néanmoins un besoin d'outils opérationnels simples ; ces derniers sont encore insuffisamment développés et vulgarisés.

Au-delà des études d'impact économique, quid de l'impact social ou socio-anthropologique des IMF ?

Les études de ce type sont les parents pauvres de l'analyse d'impact. Pourtant, mener une étude sur l'intégration de l'IMF dans son environnement social permet d'évaluer sa pérennité, au-delà des indicateurs financiers : l'institution s'insère-t-elle correctement dans la société locale ? Les méthodes et services employés sont-ils adaptés à son milieu ? A titre d'exemple, le Crédit rural de Guinée a mené récemment une étude de ce type. Cette recherche, menée par une équipe d'anthropologues nationaux avec l'appui d'un chercheur français, a été restituée localement au

cours d'un séminaire associant des élus des caisses, des salariés de l'institution, et des partenaires extérieurs.

Les observations émises par les participants ont alimenté des recommandations opérationnelles. Comprendre le fonctionnement des groupes de caution solidaire a ainsi permis une adaptation de la méthodologie concernant ces derniers. On peut penser que c'est justement ce type d'adaptation méthodologique qui permet aux IMF de prévenir des crises, et d'éviter des impayés. Ce qui démontre, de ce point de vue, que réaliser un travail socio-anthropologique n'est pas en conflit avec la volonté d'assurer la pérennité financière d'une institution.

Ces discussions ont reflété également assez bien le « malaise » que mentionnait Myriam Carbonare, entre deux optiques que l'on oppose volontiers : la volonté des IMF d'être reconnues comme des institutions financières, privées, compétitives ; et le souci de ne pas dériver, dans la mission du secteur en général, d'un objectif « social » (ex cibler les exclus du système bancaire classique).

Il me semble qu'à assez juste titre, un certain nombre de participants ont comme Myriam réagi contre une vision assez caricaturale qui pourrait être donnée de la « professionnalisation » des IMF. A force de parler de pérennité financière, d'intégration des IMF dans le marché, de "commercialisation" du secteur (lien avec les banques, les investisseurs...), il ne faut pas perdre de vue qu'une institution de microfinance est pérenne lorsqu'elle sait associer rigueur professionnelle et maintien de son cap, de ses « objectifs stratégiques », de sa « mission ». Or cette mission, le plus souvent, est de cibler une partie de la population qui n'est pas la plus riche...qu'on définisse le public cible comme « ceux qui n'ont pas accès au service bancaire », « les femmes pauvres », ou autre.

Il est bien entendu indispensable pour une institution de microfinance de maîtriser les outils financiers, système d'information, indicateurs, contrôle interne. Mais comprendre l'évolution de sa clientèle, vérifier l'adéquation entre ses services et cette dernière, comprendre la façon dont emprunteurs et épargnants utilisent ses services sont des éléments clés pour l'IMF, qui lui permettront de prendre des orientations stratégiques majeures (extension de ses activités, nouveaux produits, etc). Or ces éléments ne nous sont pas enseignés par des indicateurs financiers 'standards'. Les crises récentes du secteur, à commencer par Corposol, nous ont appris que le danger, pour une IMF, vient autant de problèmes de cohérence interne et externe, de vision stratégique, que d'une mauvaise maîtrise des outils de gestion. La pérennité de ces institutions n'est pas uniquement assurée par l'équilibre financier, il faut bien entendu le souligner.

★

★

★

En complément, quelques suggestions bibliographiques sur ce thème de l'impact :

En français

- > CIRAD / Lenoir, A. 1999. « Sous quelles conditions les SFD arrivent-ils à financer l'investissement agricole ? Etude d'impact du crédit individuel EMT sur l'agriculture au Cambodge. » Mémoire de DEA, Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier, CIRAD-TERA, Montpellier.
- > GRET/ Le Roy, P. et M. Robert. 1999. L'impact micro-économique du crédit rural au Nord Viet-Nam. Eclairage d'une situation locale. Gret, Collection Etudes et Travaux, Paris.

- > Gentil, D. et F. Doligez. 1997. Impact des systèmes financiers décentralisés. Etudes comparées dans trois pays d'Afrique de l'Ouest, Bénin, Burkina Faso, Guinée. Praoc, Secrétariat d'Etat à la Coopération, Paris.
- > GRET / Bousso, P. et al. 1997. L'impact micro-économique du crédit rural au Cambodge. Gret, Etudes et Travaux, Paris. E-mail : librairie@gret.org
- > IRAM (opérateur français) / Gentil, D. et F. Doligez. 1997. "Suivi-évaluation, recherches opérationnelles et système d'information pour la décision." Iram, Paris. E-mail : iram@globenet.org
- > CIDR (opérateur français) et l'Association " Anthropologie et Développement " / De La Rocque, M. 1997. Les Caisses Villageoises et de Crédit Autogérées du Pays Dogon: Eléments d'analyse d'impact. Volume 2. Cidr, Autrèches.
- > CIDR et OHIO STATE UNIVERSITY / Ouattara, K. G. Nguyen ; C.Gonzalez-Vega et D. Graham. 1997. Les Caisses Villageoises et de Crédit Autogérées du Pays Dogon: Eléments d'analyse d'impact. Volume 1. Cidr, Autrèches.
- > CIRAD / Wampfler, B. 1996. " Etude des stratégies des ménages ruraux, de leurs activités et de la place du crédit ADF : méthodes et outils pour le suivi-évaluation. CIRAD-SAR / Albanian Development Fund, Rapport d'études n°101/96, Montpellier.
- > Doligez, F. 1996. "Etudes comparées de l'impact économique des systèmes de crédit rural." Revue Tiers-Monde, n°145, pp. 186-202.

En anglais

- > Articles disponibles sur "Microfinance Gateway", sous la rubrique 'Poverty Matters' : <http://nt1.ids.ac.uk/cgap/index.htm>
- > Publications du programme AIMS (Assessing the Impact of Microenterprise Services), téléchargeables sur le site MIP : <http://www.mip.org/>, en particulier :
 - * Nelson C., MKNelly B., Edgcomb E., Gaile G., Garber C., Horn N., and Lippold K., janvier 2000. Learning from Clients: Assessment Tools for Microfinance Practitioners - Draft Manual.
 - * Dunn, E.; Arbuckle, J, 1999. "Technical note on the relationship between market research and impact assessment in microfinance", Washington, DC: Assessing Impact of Microenterprise Services (AIMS), Management Systems International / USAID.
 - * Sebstad, J. 1998. "Toward Guidelines for Lower-Cost Impact Assessment Methodologies for Microenterprise Programs." AIMS Project, MIP, USAID
 - * Hulme, D. 1997. "Impact Assessment Methodologies for Microfinance: A Review." AIMS Project, MIP, USAID
- > Cheston, Susy; Reed, L., 2000. Measuring transformation : assessing and improving the impact of micro-credit / Microcredit Summit Journal of Microfinance 1(1): 20-43
- > - Zaman, H., 1999. "Assessing the poverty and vulnerability impact of micro-credit in Bangladesh : a case study of BRAC" / Washington, D.C: World Bank.
- > Matin, Imran; Hulme, David; Rutherford, Stuart, 1999. "Financial services for the poor and poorest: deepening understanding to improve provision" / Manchester, UK: Institute of Development Policy Management.

Quelques réflexions sur le Forum mondial de la microfinance... – Professionnalisation et lutte contre la pauvreté

CONTRIBUTION - 12 décembre 2000
M. Carbonare – (ECIDEC / MINONKPO)

Ayant participé au Forum mondial de la microfinance à Agen (7 au 9 décembre), je voudrais partager avec vous quelques idées.

Tout d'abord, notre définition de la microfinance est la suivante : accompagner LES PLUS DEMUNIS dans leur volonté d'insertion économique.

Je crois utile de préciser cette définition car, le terme 'microfinance' s'applique à des groupes de populations différents et donc à des concepts différents selon les intervenants-.

MICROFINANCE, PROFESSIONNALISATION ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Je suis responsable d'un programme de microfinance que nous avons développé au Bénin depuis 4 ans et qui compte 1 000 bénéficiaires pour un encours de 750 000 FF. Nous sommes donc une 'petite' IMF.

Dès le début de l'action, dans un souci de 'professionnalisation' nous avons mis en place des outils de gestion, des procédures, en nous appuyant sur le travail réalisé par d'autres organismes compétents : GRET, CGAP... De nombreuses 'petites' OSI ont cette démarche de professionnalisation afin de mesurer l'action entreprise et d'être des partenaires fiables. Dans notre esprit, le concept de lutte contre la pauvreté reste une idée forte dans la pratique du programme, le 'crédit' étant considéré comme un levier de transformations économiques et sociales et non pas comme une fin en soi.

Or, dans un programme de microfinance, s'il ne s'agit que de prêter de l'argent et de se le faire rembourser, c'est facile.

Le plus délicat, est l'accompagnement social du programme : formation, suivi, prise en compte de l'environnement macro...

Tout cela prend du temps, beaucoup de temps, car un individu ne passe pas d'une logique de survie à une démarche de développement durable en quelques dizaines de mois....

Tout cela a donc un coût.

Et c'est là que les approches en matière de microfinance diffèrent :

- > certaines OSI ne considèrent QUE le volet crédit dans le calcul des coûts du programme. L'accompagnement (formation, assistantes sociales) est considéré comme un programme complémentaire, souvent subventionné -donc plus aléatoire!-. Dans cet esprit, l'OSI peut donc afficher une 'rentabilité' chère aux nouveaux acteurs de la microfinance !
- > d'autres OSI -comme la nôtre- considèrent que les volets crédit et accompagnement sont liés et c'est déjà plus difficile d'afficher une 'rentabilité'. Oui, nous l'avouons, malgré nos hypothèses magnifiques -merci l'informatique- notre taux d'autofinancement sera moins rapide que prévu car le coût d'accompagnement reste et restera élevé malgré les économies d'échelles.

Une IMF doit-elle se 'délester' des coûts d'accompagnement -alors qu'ils donnent du sens à l'idée de 'lutte contre la pauvreté' - pour satisfaire aux impératifs de 'rentabilité' ?

Or, pendant le forum, j'ai beaucoup entendu parler de portefeuille, de taux d'intérêt, de rentabilité, de finance et peu de lutte contre la pauvreté. Encore moins des bénéficiaires, les grands absents de ce forum !

MICROFINANCE ET REFINANCEMENT

On a pu le constater, le 'refinancement' fait l'objet de beaucoup d'attention de la part du secteur privé. Très bien. On ne peut que se réjouir de la mise à disposition de financements aux IMF ! Certains intervenants – banquiers - ont été honnêtes: le refinancement des IMF est une bonne opération marketing vis à vis de clients plus attentifs à la gestion de leurs placements vers des produits dits 'éthiques' ... Pourquoi pas, je crois dans les systèmes 'gagnants-gagnants'.

Le problème, c'est la forme...

Prêter à 10 % aux IMF ce n'est pas énorme dans l'absolu, sauf que le risque pèse sur l'IMF et non sur l'organisme de refinancement -je lui fais confiance pour prendre ses précautions vis à vis de l'IMF bénéficiaire -notation etc...! - Sauf, aussi que l'organisme de refinancement va « capter » des fonds qui auraient pu se retrouver à la disposition des IMF sous d'autres formes plus souples.

MICROFINANCE ET FINANCIARISATION

Je suis donc rentrée du forum très perplexe.

Est-ce que professionnalisation va devenir synonyme exclusif de financiarisation ?

Comment apprécier que le secteur de la microfinance devienne le nouveau 'terrain de jeu' du secteur privé représenté par des grandes institutions (banques, entreprises ou IFI) qui ne se sont pas spécialement distinguées dans la lutte contre les inégalités ?

Peut-on considérer que tout soit rentable dans une société ? La Grameen Bank ne s'est-elle pas elle aussi développée pendant quelques années grâce au don et à la subvention ?

Je rentre aussi de ce forum convaincue de la nécessité pour toutes les OSI qui défendent une certaine idée de la microfinance plus humaine de se regrouper et de faire entendre leur voix et leur vision du monde d'un monde plus JUSTE pour le plus grand nombre! Tout simplement...

Re: Forum d'Agen - Conserver l'esprit de la microfinance

CONTRIBUTION - 12 décembre 2000
D. SAM

J ai lu avec beaucoup d'intérêt votre dernier article où vous sollicitiez le support et l'effort conjugué des praticiens pour maintenir l'aspect social de la microfinance qui a d'ailleurs permis de lancer l'activité et de la maintenir. Je vous rejoins dans votre définition de la microfinance comme un outil efficace de lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté qui doit conserver sa mission sociale. Il n'en demeure pas moins que au fur et à mesure que les micro entrepreneurs deviennent des petits entrepreneurs, leurs besoins vont grandissant et les capacités réelles des IMF de répondre efficacement diminuent. C'est alors qu'il devient nécessaire

qu'apparaisse dans le jeu d'autres acteurs comme les banques commerciales et leurs filiales qui ont acquis le métier du commerce de l'argent et peuvent plus facilement réduire les coûts de transaction et ainsi couvrir leurs coûts et couvrir les besoins des petits entrepreneurs.

Chaque organisation a sa place et un rôle à jouer. Les IMF se spécialisant en délivrant les services financiers aux couches les plus défavorisées de la société ne peuvent trop différencier leurs produits (formation alphabétisation) car elles n'ont pas les ressources suffisantes. Il y a des ONG qui peuvent facilement combler ce vide de BDS (business développement service). Je crois fermement au principe de définition des rôles et des espaces dans la microfinance néanmoins avec une finalité sociale. Ce qui importe c'est le support des bailleurs de fonds dans l'assistance technique, dans la fourniture de ressources financières pour les IMF qui un jour doivent « graduer » et voler de leurs propres ailes... les banques ont leur rôle de grossistes pour les IMF et les IMF sont les détaillants de la microfinance. Le protectionnisme même minime ne permettra pas au système de la microfinance de se développer correctement et de se stabiliser. Ce qui doit demeurer est la sauvegarde entre praticiens du secteur de la vocation sociale de la microfinance...

Re: Forum d'Agen – « Microfinance » et « moyennefinance »

CONTRIBUTION - 12 décembre 2000
M. CARBONARE – (ECIDEC / MINONKPO)

J'ai bien conscience que devant le développement du secteur microfinance on ne parle pas tous de la même chose.

Je suis d'accord qu'il faille répondre aux micro entrepreneurs qui ont passé un seuil et qui n'ont toujours pas accès à des services financiers adaptés. Mais où commence et où finit alors la microfinance ? Et pourquoi les banques du pays ne peuvent-elles pas prendre le relais et pourquoi faut-il encore créer des structures intermédiaires ? Peut-être pourrait on parler de 'microfinance' et ensuite de 'moyennefinance' ?

La microfinance serait vraiment destinée aux plus démunis, avec un accompagnement social important. En ce sens, on parlerait davantage en termes d'équilibre financier plutôt que de rentabilité dans ces programmes. Ensuite, la 'moyenne finance' prendrait le relais, et concernerait ceux qui ont passé le cap de 'microfinance', avec une approche plus commerciale des affaires.

En ce sens je serais heureuse, -oui, oui- car il y a de la place pour tous le monde, à condition que Planetfinance -ou autre- ne prétende pas faire ce que nous faisons et inversement...

Voilà, je crois qu'il est souhaitable de revoir le vocabulaire de la microfinance qui couvre un champs de plus en plus large.